

Parlons-en 14 octobre



L'hébergement d'urgence

Retour sur le Parlons-en précédent

Le Parlons-en se consolide mois après mois.

Un article est paru dans le journal La Croix du 24/08/2010 :

www.la-croix.com/parents-enfants/article/index.jsp?docId=2435633&rubId=55350

Le site de « arpenteurs » propose une page www.arpenteurs.fr/Parlons-en/ où vous retrouverez tous les comptes-rendus.

Alcool et débordements au sein du Parlons-en... comment gérer ?

Le Parlons-en est encore un espace très fragile. La dernière rencontre a été assez perturbée, et le collectif des associations de bénévoles luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale nous a rappelé à l'ordre. Comment tenir les réunions tout en gardant une certaine ouverture/souplesse ? Les participants décident collectivement que, si une personne monopolise la parole, elle sera exclue de la rencontre, qu'elle ait bu ou pas. Elle pourra, bien entendu, revenir aux rencontres suivantes. Il est confirmé que l'alcool ne circule plus pendant les réunions.

Actualités de la rue

Projets en cours ou à venir

Un projet d'atelier d'écriture se dessine. Un participant : « je parle bien le français mais mon alphabet s'arrête à F. J'ai vraiment envie de savoir écrire. Être dépendant c'est comme être un chien en laisse ». Dans le cadre des Réseaux d'Echange de

Savoirs Réciproques du centre social Vieux Temple, un atelier d'écriture est proposé par un travailleur social. Il existe aussi des permanences gratuites d'écrivains publics. On pourrait partir de ce qui existe déjà pour monter un projet d'atelier d'écriture plus particulièrement destiné aux précaires. À suivre...

Actualités

Une femme qui habite dans un foyer ADOMA témoigne des conditions très dures de la vie en foyer : *« les femmes de ménage rentrent dans nos chambres, l'assistante sociale ne veut pas m'aider car elle a dit que moi je parlais français et que je savais écrire tandis que d'autres ici ne savent ni écrire ni parler français. Beaucoup de personnes sont jetées dehors par lettres recommandées »*. Il faudrait inviter un ou des responsables du foyer ADOMA, avec quelques usagers, pour en discuter lors d'un prochain Parlons-en.

Une personne explique qu'elle est SDF depuis 6 ans, malgré toutes les démarches entreprises pour trouver un logement : *« J'étais inscrit à Actis pendant 3 ans, puis un jour ils m'ont dit de me réinscrire. J'ai vraiment la volonté mais aucune porte ne s'ouvre »*. Aussitôt, plusieurs anciens de la rue se manifestent : *« ce n'est pas normal !! On va te filer un coup de main pour les paperasses, on est tous passé par-là »*. Reste à savoir pourquoi, en 3 ans, son dossier n'est pas arrivé sur le dessus de la pile ? Ce n'est pas le seul dans cette situation à Grenoble, témoigne un professionnel. Il y a une quinzaine de personnes pour lesquelles aucune solution n'a été trouvée, et ceci de longue date. Il serait intéressant que la personne revienne au prochain Parlons-en avec le travailleur social qui l'accompagne.

L'hébergement d'urgence

Le Parlons-en accueille aujourd'hui Christian Chevalier, directeur du CAM (Centre d'Accueil Municipal), du pôle hébergement d'urgence.

Une situation explosive

Monsieur Chevalier nous a fait part de sa profonde inquiétude : *« la situation à Grenoble est catastrophique. Si on ne fait rien dans les jours prochains, des enfants vont mourir dans la rue. »*

Petit retour historique. En avril 2009, l'Etat a régionalisé la demande d'asile. La préfecture de l'Isère traite donc aujourd'hui les dossiers pour la Savoie, la Haute-Savoie, la Drôme et l'Isère. L'Isère fait face depuis cette date à une arrivée massive de demandeurs d'asile : plus de 1000 personnes en un an. C'est entre 30 et 40 personnes qui arrivent toutes les semaines à Grenoble pour demander l'asile. Le problème, c'est que l'Etat n'a pas créé les conditions d'accueil nécessaires, alors qu'il a obligation de loger ces personnes le temps de l'instruction de leur dossier (5 à 10 mois) : résultat, les centres d'accueil sont en sur occupation depuis plus d'un an.

Des hommes, femmes, enfants, se sont retrouvés dehors. Des campements se sont développés, dont un en particulier qui a grandi jusqu'à 60 tentes pendant l'été (Jean Masset). Chaque fois que la météo n'était pas bonne, les familles venaient se réfugier au CAM. Quand le froid est arrivé, on a alerté partout... vide complet. La situation s'est vraiment dégradée fin septembre avec l'arrivée du froid. Christian Chevalier s'attriste : *« si ce n'était pas des femmes avec des enfants, personne ne bougerait le petit doigt. C'est désolant. »*

Le CAM a été bondé tout l'hiver, accueillant jusqu'à 90 personnes dans des locaux prévus pour 55. Cela crée des grandes tensions, surtout que les places disponibles pour les locaux (habitants de la rue de Grenoble) sont moins nombreuses. « On n'a plus le temps de trouver des solutions pour les problèmes de territoire, car on est absorbé par les problèmes d'urgence. C'est très compliqué. Et le risque c'est d'en arriver à opposer les misères ». Des élus ont dû venir plusieurs fois sur place pour calmer le jeu. Le CAM a décidé d'imposer des quotas pour les demandeurs d'asile afin de garder aussi des places pour les locaux. Mais ce n'est évidemment pas simple à gérer. Le centre d'accueil municipal s'est fait attaquer pour discrimination.



Il existe un droit d'attaquer l'Etat si le droit d'être hébergé et accompagné n'est pas respecté. Des participants proposent de faire une action collective là-dessus : « ça marche, dans ces cas-là la préfecture recule et l'Etat loge les gens. »

« Sinon, on plante tous des tentes sous la préfecture ! »

En 2007, à Charleroi (Belgique), comme les Enfants de Don Quichotte à Paris, les SDF installent des tentes sur les bords de la Sambre.

Zoom sur La Place :

Anciennement "Le Passage", "La Place" est un centre d'hébergement et de stabilisation qui existe depuis 2008. L'idée est d'offrir un hébergement alternatif d'une durée illimitée, conçu autour d'un séjour souple et individualisé dans l'objectif de s'abriter, se poser, se ressourcer, poser des actes de la vie quotidienne et reconstruire un projet de vie. Cela s'adresse aux personnes en errance, hommes ou femmes, isolés ou en couple, désocialisés et vivant à la rue, plus particulièrement accompagnés d'animaux.

Mais la structure est précaire depuis le début, hébergés et travailleurs vivent dans une insalubrité extrême. Elle n'est pas sûre d'exister encore en 2011. Le projet, qui avait été conçu avec l'implication des futurs usagers, n'est donc pas tout à fait ce qu'il aurait dû être. D'où une déception de certains usagers malgré la valeur indéniable du dispositif...

Un projet d'auto construction, on y va ?

« En France, on n'est pas capable d'accepter des solutions bon marché, on est accusé de faire des projets de « seconde zone ». On veut des beaux projets avec un accompagnement par des travailleurs sociaux, mais alors l'Etat dit qu'il n'a pas les moyens et rien ne se fait. »

Cela fait plusieurs fois que ce constat est partagé par des participants du Parlons-en. Et pourtant, ce n'est pas la motivation ni les idées qui manquent ! Auto construction, récupération de conteneurs ou d'abris de jardin, mission exploration

du cadastre, réquisition d'une des 50 friches de Grenoble, relance du projet participatif du collectif des associations de bénévoles avec CraTerre (laboratoire de recherche et d'enseignement de l'École d'Architecture de Grenoble, qui étudie et enseigne la construction en terre crue. L'équipe agit en partenariat avec des organisations internationales et locales), etc... Bien sûr, ce qui coûte le plus cher n'est pas la structure mais les travailleurs sociaux qui font l'accompagnement. Pour faire avancer les choses, on décide de monter rapidement un "groupe de travail" sur un projet d'auto construction dans le cadre du Parlons-en.



Container City à Londres : un quartier écologique et économique sur les docks.

Les rendez-vous

- Présentation d'un lieu de vie pour femmes seules: après 9 mois de recherche-action, l'association Femmes SDF présente les résultats de son travail sur la création d'un **lieu d'hébergement pour femmes en grande errance dans l'agglomération grenobloise**. Mardi 26 octobre - CCAS de Grenoble - 9h-11h
- Le 9 novembre, autour du philosophe et sociologue Edgar Morin, invité exceptionnel de cette journée, l'association Entr'actifs vous invite à imaginer et à vous impliquer dans un projet éco-citoyen : **une maison de la solidarité**. Au programme : rencontres et échanges avec Edgar Morin, des dégustations de produits biologiques et une soirée conviviale autour d'un buffet et d'un orchestre. De 13h30 à 23h, Salle des Fêtes place Jacques-Antoine Gau 38500 VOIRON
- Le prochain Parlons-en aura lieu au centre social Vieux Temple, le jeudi 4 novembre, de 10h à 12h.